

Fabien Verdier, du modèle économique à la pratique

Nouvel élu au conseil régional, président de sa commission aménagement du territoire et bientôt de Centreco, Fabien Verdier veut miser sur l'innovation et les réseaux d'entreprises pour donner un coup de fouet à l'économie régionale.



Fabien Verdier

Le CV de Fabien Verdier plaide pour lui. Normale Sup Caen ponctuée par une agrégation d'économie-gestion, Sciences Po, l'EHESP de Rennes – passage

président en charge du développement économique, et Pierre-Alain Roiron, président du comité régional du tourisme, il constitue un trio ambitieux, bien décidé à enrayer la spirale du dé-

“ LA RÉGION A DES AVANTAGES COMPARATIFS RECONNUS : LA COSMÉTIQUE, L'AÉRONAUTIQUE, LE MÉDICAMENT... IL FAUT CONTINUER DE TRAVAILLER SUR SES POINTS FORTS ”

obligé de tous les futurs directeurs d'hôpitaux – une mission d'étude sur la Silicon Valley pour le compte du consulat général de France, du contrôle de gestion chez Total et à la Société Générale, une direction de service à l'hôpital de Poissy, du cabinet ministériel (Michèle Delaunay aux Personnes Âgées et à l'Autonomie, de 2012 à 2014)... Les diplômes et le parcours du nouveau conseiller régional, conseiller municipal socialiste à Châteaudun depuis 2014, ne manquent pas d'impressionner. Forcément, un tel pedigree, obtenu à seulement 34 ans – il est né quelques jours avant l'élection de François Mitterrand –, donne le goût des responsabilités. La nouvelle majorité de François Bonneau au conseil régional vient de lui donner l'occasion de les exercer et de passer de la modélisation économique à la pratique du changement. Avec François Huwart, vice-

clin économique d'une région qui a plus souffert que d'autres ces dernières années. Président de la commission aménagement du territoire depuis fin janvier, vraisemblablement élu président de Centreco à l'issue de l'assemblée générale du 8 avril, cet observateur attentif du fonctionnement des grandes organisations, privées comme publiques, a fixé ses priorités. L'innovation, comme l'a rappelé François Bonneau durant la campagne des régionales, sera la grande cause du mandat. Pas d'économie dynamique sans équipes de recherche créatives ou entreprises capables de mettre régulièrement sur le marché des produits et services de plus en plus performants. La fusion annoncée de l'Arith Centre, l'agence d'aide à l'innovation, et de Centreco, l'agence de développement et de promotion économiques de la Région, permettra à cette dernière de concentrer ses moyens sur les entreprises les plus novatrices. Le probable futur président de la grande agence régionale croit aux vertus des écosystèmes, à leur agilité

et à la culture de réseau : « *Un des grands enseignements de la réussite de la Silicon Valley, c'est le décloisonnement entre les fonctions. Là-bas, un chercheur n'a pas fini son PhD qu'il crée déjà sa startup. Trois ans après, il peut l'avoir vendue et lancer avec des associés un fonds d'investissement* ».

Il explique le succès planétaire du pôle industriel californien par trois facteurs clés : l'existence d'un environnement favorable à la recherche, avec la présence depuis la fin du XIX^e siècle d'un département spécialisé dans les communications électriques à l'université de Stanford dont sont issues

nombre des découvertes numériques qui ont marqué ces quarante dernières années, l'abondance de venture capital pour financer les prises de risque et la fertilisation croisée du tissu économique par les trois composantes chercheurs-financiers-entrepreneurs.

Bien sûr, le Centre-Val de Loire ne peut prétendre rivaliser, mais s'inspirer... « *Nous avons des atouts*, est persuadé Fabien Verdier. *La Région a des avantages comparatifs reconnus : la cosmétique, l'aéronautique, le médicament... Il faut continuer de travailler sur ses points forts.* »

Tout cela ne peut fonctionner et créer

des richesses et de l'emploi que grâce aux réseaux. « *L'économie du XXI^e siècle sera réticulaire*, assure le futur président de Centreco. *À nous de favoriser les clubs d'entreprises, l'échange et le partage d'informations entre entrepreneurs.* » Aux services de Centreco, il assignera la tâche de détecter les pépites et d'accompagner leur croissance. Pour faire naître les champions de demain, « *il faudra screener les PME performantes et de les aider à devenir des ETI* », souligne-t-il. Un enjeu qui prendra tout de même quelques années. Raison de plus pour ne pas perdre de temps.

François-Xavier Beuzon ■

La Région se donne l'année 2016

La Région s'est donné jusqu'à la fin de l'année pour définir les orientations de sa politique économique. Les interco, les consulaires et les financeurs seront associés. Les Départements beaucoup moins...

D'ici à la fin de l'année, la Région aura tracé la feuille de route de sa politique économique, conformément aux nouvelles responsabilités que lui a confiées la loi NOTRe. Neuf mois où elle va consulter, échanger et proposer avant de soumettre aux voix de l'assemblée, courant décembre, un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII). Pour alimenter le contenu de celui-ci, elle organisera au printemps six forums thématiques dans chacun des chefs-lieux de départements, suivis d'un septième, de synthèse, qui se tiendra probablement à Orléans dans le courant du mois de juin.

Le législateur a clairement fixé les prérogatives de chaque niveau de collectivité et la Région Centre-Val de Loire a l'intention d'exercer pleinement les siennes. Exit les Départements, qui ne pourront intervenir que dans les domaines agricoles et, par délégation des intercommunalités, en accompagnement du foncier et de l'immobilier d'entreprises.

Le transfert de compétences pose naturellement la question de l'avenir du GIP Loire&Orléans Éco, qui possède une seule véritable faiblesse, mais de taille, son particularisme. Car, si on excepte l'ADEI dans l'Indre et l'AD2T dans le Cher, aux emprises beaucoup plus modestes, le terrain du développement économique a été peu à peu déserté par les Départements : le Loir-et-Cher et l'Indre-et-Loire ont dissous leurs agences et l'Eure-et-Loir a sonné le glas de la sienne le 31 décembre dernier. Le GIP du Loiret pourra-t-il exister sans les subsides départementaux, théoriquement proscrits à partir du 1^{er} janvier 2017 ? Probablement oui, mais avec une portée et un effectif réduits. « *On ne fera pas de politique régionale avec six politiques départementales* », a redit Harold Huwart, le nouveau vice-président en charge du développement économique. Si la Région envisage, comme l'a souligné le président Bonneau, une gouvernance élargie « *aux intercommunalités, aux*

chambres consulaires et aux acteurs du financement comme la BPI ou la Caisse des Dépôts », aucune allusion n'est faite à une éventuelle coopération avec les Départements. D'ici au vote du SRDEII, la Région devra s'atteler à la mise en place des nouveaux outils. La fusion de l'Arith Centre et de Centreco est acquise (*lire plus haut*). Le maquis des aides, que nous dénoncions dans notre édition de septembre, sera revu dans le sens d'une « *simplification* » et d'une « *mise en cohérence* » des dispositifs, les maîtres-mots de la nouvelle politique économique régionale. Il faudra faire converger les très (trop ?) nombreuses aides CAP de la Région et les aides distribuées par les autres acteurs. Le chantier demandera du temps et de la diplomatie. Mais le mouvement est inéluctable et la Région, associée aux intercommunalités, sera le décideur en dernier ressort de la politique économique sur son territoire.

François-Xavier Beuzon ■